
Pourquoi Mohammed Boudiaf a-t-il été assassiné?

Mahfoud Bennoune

Abattu à Annaba le 29 juin 1992, alors qu'il prononçait un discours, Mohammed Boudiaf n'acheva pas de délivrer son message. Les commanditaires du crime ont ainsi empêché ce vétéran d'accomplir sa dernière mission, dont l'objectif était l'élimination des "maffias", la neutralisation des intégristes, la démocratisation du "système" et la sauvegarde de l'Algérie. Bien que la commission d'enquête officielle ait conclu que "le président Boudiaf fut victime d'un complot politique", le tribunal optera pour "l'acte isolé". A qui aura profité l'assassinat?

Boudiaf, ce vétéran du nationalisme algérien, nommé président du Haut Comité d'Etat le 14 janvier 1992, a eu à accomplir quatre grandes missions durant les quatre moments décisifs de l'histoire de l'Algérie contemporaine. De 1947 à 1950, il a recruté les membres de l'Organisation spéciale qui seront les fondateurs du FLN/ALN et implanté ses cellules dans le Constantinois. De 1953 à 1954, devant l'impasse du mouvement national, il fit appel aux hommes qu'il avait lui-même forgés pour déclencher la révolution qui arrachera l'indépendance en 1962. Forcé à l'exil après s'être, en vain, opposé à l'établissement du "système", Boudiaf viendra encore une fois au secours de la patrie en danger après les élections législatives de décembre 1991. Mais au moment où il renouait avec le peuple, l'homme du 1er novembre fut liquidé physiquement. Ce crime ignoble a rendu le drame que nous vivons inéluctable.

Printemps 1998

L'ancien coordinateur national du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954 regagna Alger le 16 janvier 1992, comme président de l'Etat, après 28 ans d'exil au Maroc. Son retour enthousiasma ceux qui l'avaient connu, intrigua les médias nationaux et étrangers, contraria ses adversaires politiques internes et les représentants des grandes puissances occidentales favorables au colonel-président Chadli Bendjedid, laissa indifférents la majorité des Algériens nés après l'indépendance, provoqua la rage des gourous du FIS, inquiéta les notables du FLN et frustra Aït Ahmed et ses partisans.

Appelé par les chefs de l'ANP, sous les pressions de leurs subordonnés et d'innombrables partis, associations et personnalités politiques, intellectuelles ou syndicales, Boudiaf n'avait cependant accepté d'assurer sa quatrième et dernière mission qu'après avoir consulté, lors d'un voyage clandestin en Algérie, plusieurs responsables de la "société civile", notamment Abdelhak Benhamouda, le secrétaire général de l'UGTA. Ils l'ont persuadé que le FIS avait réellement truqué les élections législatives et que son refus de venir au secours de son pays allait entraîner *"une véritable guerre civile"*.

En effet, le contrôle des Assemblées populaires communales (APC) et des Assemblées populaires des wilayas (APW) depuis le 12 juin 1990, a permis aux responsables du FIS non seulement de les transformer illégalement en "municipalités islamiques", mais aussi d'organiser une fraude électorale massive à l'occasion des législatives. En outre, les membres influents de cette nébuleuse intégriste, qui étaient décidés à établir un "Etat islamique" par les urnes ou par les armes, ont tiré profit de leur gestion des assemblées locales et départementales pour mettre en place les réseaux des groupes armés du FIS. Le 27 novembre 1991, l'un de ses commandos massacra une douzaine de soldats de l'ANP à Guemmar dans la région d'El-Oued. La plupart des membres du commando étaient d'anciens volontaires algériens en Afghanistan, dont l'envoi avait été financé par l'Arabie Saoudite et l'entraînement assuré par la CIA et les services secrets pakistanais entre 1983 et 1992.

Boudiaf avait déclaré, quelque temps avant son retour, qu'il ne rentrerait que s'il pouvait être utile au pays. *"Mais si c'est pour faire des histoires, non... (car) l'Algérie a besoin d'hommes capables de se sacrifier pour elle, la servir et non se servir"*. Dès son premier discours à la nation, il exprima sa volonté de rassembler tous les Algériens: *"A tous sans exception, je tends la main avec confiance et espoir et renouvelle mon appel à la réconciliation. L'entraide et la coopération pour l'édification de l'Algérie dont avaient rêvé nos martyrs et dont rêvent nos jeunes aujourd'hui, une Algérie où régneront la paix, la clémence, la tolérance, l'unité et le travail créateur."* Ce message franc a été bien reçu par la jeunesse et surtout par les femmes. Cependant, pour la plupart, l'organisateur principal du déclenchement de la révolution était un inconnu!

Pour 70% des citoyens nés après l'indépendance et instruits par l'école algérienne, les noms de Boudiaf et de ses compagnons qui avaient préparé le déclenchement de la révolution étaient tabous. Quant à l'école elle-même, elle a été récupérée par les partisans de l'association des Ulémas qui ont pris le contrôle du système éducatif. Pour les auteurs des manuels d'histoire en arabe, la révolution a été le produit de l'action du cheikh Ben Badis et de ses disciples et avait pour objectif le retour aux sources arabo-musulmanes. Dans le même temps à Paris, Mohammed Harbi présentait aux lecteurs francophones la guerre d'Indépendance telle qu'il l'a perçue de Tunis ou du Caire, c'est-à-dire une série ininterrompue de règlements de comptes et de complots entre ses dirigeants. Boudiaf lui-même, vu à travers le prisme de ses adversaires, a été dépeint comme un bluffeur et un dominateur. Quant aux potentats du "système" établi par le putsch militaire perpétré par les membres de l'EMG (état-major général) de l'ALN de l'extérieur contre le GPRA et consolidé par le coup d'État contre Ben Bella le 19 juin 1965, ils n'ont cessé jusqu'à ce jour d'occulter et d'instrumentaliser l'histoire de cette guerre pour se légitimer.

Conscient des effets néfastes de ces différentes entreprises d'intoxication, nous décidâmes au lendemain du discours à la nation prononcé par le président Boudiaf, de rédiger dans *Algérie-Actualités* (en février et mars 1992) une étude intitulée *"Notre dernière chance"* dans laquelle nous exposons les arguments soutenant l'homme du 1er novembre à la tête de l'État. Il était, écrivions-nous, *"notre dernière chance et notre rempart contre les potentats militaro-politiques qui contrôlaient le système, les deux forces nocives engendrées par l'ère du colonel-président Chadli et ses collaborateurs prédateurs: les maffias politico-financières et les mouvements intégristes... Boudiaf est le seul parmi les dirigeants "historiques" à avoir refusé toute compromission avec les régimes successifs de l'Algérie indépendante, ce qui lui a coûté vingt-huit ans d'exil. En somme, "dans le contexte algérien, Boudiaf est un homme hors du commun. Il mérite non seulement notre respect, notre reconnaissance mais aussi notre confiance et surtout notre aide désintéressée afin qu'il puisse accomplir sa mission car dans un moment plus difficile que celui que nous vivons, Boudiaf a contribué d'une manière décisive à trouver une issue honorable à l'impasse du mouvement nationaliste, durant la scission du MTLN en 1954."* Tous les témoignages à ce sujet soulignent, en effet, le rôle déterminant qu'il a joué dans la crise du MTLN déclenchant la révolution en dehors de ce parti et contre la volonté de sa direction. Un véritable leader n'est-il pas celui qui défie l'ordre établi? La réussite de la stratégie de Boudiaf en 1954 a eu pour résultat concret l'épopée de l'Algérie révolutionnaire des wilayas de l'intérieur et de la Fédération de France du FLN (1954-62), sa renommée dans le monde et l'indépendance du pays. En

résumé, les objectifs du mouvement nationaliste, définis dès 1926 par les fondateurs de l'ENA ont été atteints

Cela explique pourquoi, en 1962, c'est à lui que les mutins ont d'abord fait appel pour diriger un coup d'Etat contre le GPRA. Boudiaf leur demanda de rester dans leurs bases et de se consacrer à leurs tâches purement militaires. Ainsi, la franchise brutale avec laquelle il s'exprimait, le respect scrupuleux du principe qu'il s'imposait à lui-même et qu'il cherchait à imposer aux autres lui ont aliéné toutes les sympathies qu'il pouvait avoir parmi les officiers de l'EMG.

Sa stratégie de pouvoir (parce qu'il en avait une lui aussi) était différente de celle de Ben Bella. Boudiaf considérait qu'il ne pouvait pas être avec l'EMG dans l'illégalité. Et plus que tout, il disait à qui voulait l'entendre qu'il ne marcherait jamais avec une armée de putschistes...

En revanche, il considérait les wilayas et la Fédération de France du FLN comme les structures susceptibles de jouer un rôle autant politique que militaire. Dans son esprit, il lui fallait combattre pour avoir une force politique à ses côtés, et ce n'est qu'avec une force politique qu'il parviendrait au pouvoir. Pour lui, la force principale, c'était le peuple algérien et les militants révolutionnaires qui lui servaient de cadre.

L'histoire a voulu que ce soit lui qui ait perdu dans la course alors engagée pour le pouvoir. L'échec politique de Boudiaf en 1962 était dû au putsch perpétré par le colonel Boumediène avec l'aide des politiques tels que Ben Bella, Ferhat Abbas, cheikh Kheireddine, Mohamed Khider: contre le GPRA qui venait de présider à l'une des plus grandes victoires de l'histoire du peuple algérien. Ce coup de force allait désormais consacrer la primauté du militaire sur le politique dans l'Algérie indépendante.

Trente ans plus tard, les prédateurs triomphants, détenteurs du pouvoir réel corrompu et corrupteur, ont fini par pousser la nation dans un cercle infernal de représailles et par la livrer à des maffias politico-financières et aux intégristes ainsi qu'à leurs hordes terroristes sanguinaires. *"Et l'ironie de l'histoire veut qu'aujourd'hui (janvier 1992) l'Algérie officielle fasse appel à celui qu'elle a délibérément écarté et ignoré pendant vingt-huit ans, pour trouver une issue honorable et salutaire"*.

Le diagnostic et les ambitions de Boudiaf

Après son installation à la tête de l'Etat en janvier 1992, il se donna pour objectif de s'informer afin d'établir un diagnostic susceptible de lui permettre de comprendre les causes de la crise que traversait le pays et de les éliminer tout en dégagant une perspective d'avenir porteuse d'un projet mobilisateur des forces vives de la nation. Cependant, connaissant

parfaitement le peuple algérien, son histoire et surtout sa culture, il était convaincu que tout projet de société devait émaner des citoyens. *"L'Algérie a besoin d'un projet qui n'existe ni au FLN ni au FIS: ce projet existe dans le peuple algérien"*. Il avait aussi constaté qu'un quart des électeurs algériens avaient *"voté FIS pour sanctionner le FLN"*. *"Aujourd'hui, déclara-t-il, ces deux forces forment une alliance contre nature pour le pouvoir, et non l'intérêt supérieur de l'Algérie"*.

Tout en rassurant le peuple, il se mit à son écoute. Il voulait s'informer de l'état de l'opinion publique et de la situation à l'intérieur de l'ANP. Au fur et à mesure qu'il s'imprégnait des réalités complexes de l'Algérie post-chadlienne, Boudiaf analysait, synthétisait et assimilait les données brutes qu'il collectait avec soin, intégrant ce qu'il apprenait dans une perspective globale, progressive. Ce processus d'apprentissage et d'immersion dans les réalités concrètes lui permit non seulement de comprendre la situation, mais aussi d'identifier les forces nocives qui parasitaient le pays, les "maffias" et les intégristes enfantés par le "système".

A l'occasion de l'installation du CCN (Conseil consultatif national) Boudiaf fit part de ses conclusions : *"Cent jours au cours desquels j'ai rencontré beaucoup de monde, étudié beaucoup de monde. J'ai étudié beaucoup de dossiers, recueilli beaucoup d'informations. Le devoir de vérité m'oblige à vous dire que j'ai découvert que notre crise avait une ampleur considérable, car elle touche notre société dans ses profondeurs, dans son identité, ses valeurs, ses institutions, son fonctionnement. Je reste convaincu que notre pays a besoin d'un changement radical. Le changement attendu de tous devra toucher tous les aspects de notre vie économique, sociale et culturelle. Je saisis l'occasion de l'installation du CCN pour m'adresser au peuple algérien et lui annoncer que le choix fait en faveur du changement radical est le seul choix valable, le seul qui permettra à notre pays de sortir de la situation de crise"*.¹

Pour beaucoup, l'Algérie souffrait alors d'une triple crise: intellectuelle (morale et identitaire), politique (liée à l'Etat) et économique. *"Ballotté depuis trente ans entre le socialisme et le capitalisme, entre l'Occident et l'Orient, entre l'Est et l'Ouest, entre la langue française et la langue arabe, entre l'arabe et le berbère, entre la tradition et la modernité, entre le retour aux sources et les valeurs universelles, notre peuple ne sait plus à quel saint se vouer"*.

Pour l'homme du 1er novembre *"rien ne peut se faire de grand sans la mobilisation du peuple."* D'où l'idée de créer le Rassemblement patriotique national. Le RPN vise à organiser un dialogue constructif en vue de parvenir à mobiliser la nation sous le mot d'ordre *"l'Algérie d'abord et avant tout"*. Il se fixe comme objectif *"la lutte contre l'inertie, la fainéantise, le doute et l'échec. Le choix est clair : rester les bras croisés à attendre, ce qui signifie continuer de faire marche arrière et le désespoir permanent ou se mobiliser"*

et s'engager dans la bataille de la survie; alors tout redeviendra possible pour relancer l'Algérie".²

Pourquoi Boudiaf a-t-il été empêché d'accomplir sa dernière mission?

Sa visite à la Foire de la production nationale d'Alger lui permit de connaître les potentialités économiques de l'Algérie et de rencontrer les cadres des entreprises publiques et privées. Il déclara alors que le pays était en mesure d'enrayer son déclin grâce à ses ressources humaines, naturelles et industrielles. Son voyage en Oranie lui apporta la preuve que son message était passé auprès du peuple et que ce dernier commençait déjà à croire en lui.

Ces deux découvertes l'enchantèrent... Il décida au cours de ce voyage, dont le but était la constitution du RPN, d'entamer une campagne pour répandre son message d'espoir et préparer les conditions requises pour relancer le processus démocratique susceptible de le faire légitimer par les urnes et lui permettre de réaliser ses objectifs stratégiques. Avant d'entamer son voyage à l'est du pays, qui devait le mener à Annaba, au complexe sidérurgique d'El-Hadjar et au complexe industriel de Skikda, il prépara avec ses conseillers le discours qu'il devait prononcer à la maison de la culture d'Annaba. Dans ce texte, il voulait souligner la nécessité de rassembler les forces vives de la nation pour contourner ou neutraliser les forces nocives générées par le "système" proposer une vision saine et juste de l'islam, créer les conditions nécessaires à un retour à une démocratie véritable. Traîtreusement abattu alors qu'il prononçait son discours, il n'acheva pas de délivrer son message. Les commanditaires du crime ont ainsi empêché de vétérans d'accomplir sa dernière mission, dont l'objectif était l'élimination des mafias, la neutralisation des intégristes, la démocratisation du système et la sauvegarde de l'Algérie.

Bien que la commission d'enquête officielle ait conclu que *"le président Boudiaf a été victime d'un complot politique"*, le tribunal optera pour *"un acte isolé"*.

A qui aura profité l'assassinat? En premier lieu au FIS qui a osé condamner *"Boudiaf à mort et affiché son nom sur les murs des mosquées"* et en deuxième lieu à *"des clans d'un système de pouvoir, qui progressivement, s'est installé à la tête du pays comme un carcan"*. *"Les féodalités" politico-financières*, conclut le rapport de cette commission, *qui ont amassé des fortunes en réduisant l'Algérie à la mendicité internationale, ne pouvaient se résigner à renoncer au pouvoir, encore moins à devoir rendre compte de leur gestion."*

Une fois Boudiaf éliminé, sa stratégie sera abandonnée par ses successeurs. Ils lui substitueront une politique de louvoiement entre les forces socio-politiques secrétées par le système. Les conséquences sont connues: plus de 70 000 morts, deux milliards de dollars de dégâts matériels (selon l'UGTA), une économie ruinée, d'abord par le pillage et la mauvaise gestion, ensuite par l'impact destructeur du Plan d'ajustement structurel, d'innombrables unités industrielles fermées et leurs travailleurs licenciés.

Ainsi, l'expérience tragique de l'homme du 1er novembre indique que l'essence putschiste du "système" l'a rendu irréformable et indémocratisable. Par conséquent, le drame que vit l'Algérie ne peut être enrayé sans le démantèlement du "système", l'élimination et la neutralisation des forces nocives qu'il a générées: les "maffias", les intégristes, les technobureaucrates opportunistes, utilisés comme "fusibles" par les potentats militaro-politiques.

Certes, la tâche peut paraître immense et difficile mais elle n'est pas impossible, car l'Algérie possède des ressources humaines et matérielles inestimables. Elle sera l'œuvre d'hommes et de femmes qui croient profondément en leur peuple et qui seront prêts à faire front, de manière solidaire, désintéressée et déterminée, contre les forces du mal.

Professeur à la retraite, **Mahfoud Bennoune** est anthropologue et historien. Il est également ancien membre de l'ALN de l'intérieur 1955/62 et a été membre du Conseil consultatif national de Boudiaf en 1992/1993. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages notamment *The Making of Contemporary Algeria (1830 1987)*, publié par Cambridge University press en 1988, *Esquisse d'une anthropologie de l'Algérie politique* Marinoor, Alger 1998 et *La tragédie algérienne: causes et conséquences*, El Adib, sous presse.

¹ Mohamed Boudiaf, discours prononcé lors de l'installation du CCN le 22 avril 1992.

² Mohamed Boudiaf, conférence de presse du 22 juin 1992.